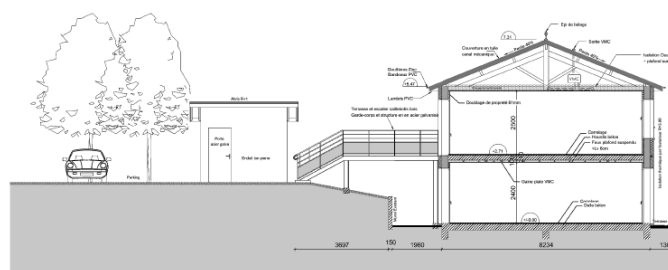
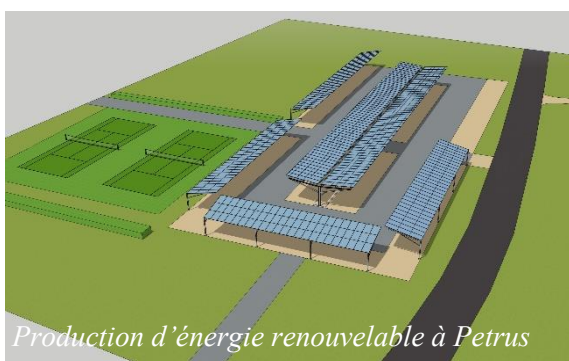


Le Maire de TRESSES,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir
devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 19/11/2021
Reçu en préfecture le 19/11/2021
Affiché le 
ID : 033-213305352-20211115-DEL2021_86-DE

Rapport d'orientations budgétaires Exercice 2022



Rénovation énergétique et aménagement de logements dans l'ancienne Maison des Arts



Réhabilitation de la Maison du Marronnier

PREAMBULE

La loi n°2015-991 portant nouvelle organisation de la République (loi NOTRe) a modifié les articles L2312-1 et L2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dans le but d'améliorer l'information budgétaire de l'assemblée délibérante, des administrés et la maîtrise financière des collectivités territoriales de 3500 habitants et plus.

Chaque année, le Maire présente au Conseil municipal, dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires. La présentation de ce Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) donne lieu à un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB), qui représente la 1^e étape du cycle budgétaire annuel.

Le DOB ne présente pas un caractère décisionnel. Sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'État puisse s'assurer du respect des dispositions législatives.

Le ROB est par ailleurs transmis au Président de la Communauté de communes dans les 15 jours suivant son examen. Il est également mis en ligne sur le site internet de la commune et tenu à la disposition des usagers dans les mêmes délais.

Le rapport d'orientations budgétaires permet :

- de présenter le contexte économique national et local ;
- d'informer sur la situation financière et les équilibres budgétaires de la collectivité ;
- d'échanger sur les choix majeurs de la collectivité sur le plan financier ;
- d'évoquer la pression fiscale et son évolution ;
- de présenter à l'assemblée délibérante les orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif ;
- de prendre connaissance des engagements pluriannuels envisagés ainsi que de la structure et de la gestion de la dette.

Les orientations budgétaires proposées pour 2022 viendront concrétiser le projet politique porté par le Conseil municipal.

Il s'agira, au travers d'une maîtrise rigoureuse des charges de fonctionnement, de dégager des capacités d'action en faveur du service aux usagers, de l'éducation, de la vie associative, de la culture et de l'aménagement durable de notre Commune.

PREMIERE PARTIE – CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER DE LA CONSTRUCTION BUDGETAIRE

Les indicateurs nationaux

Le DOB 2022 se déroule concomitamment à l'élaboration du projet de Loi de Finances (PLF) pour 2022 par le Gouvernement

Le 22 septembre 2021, l'Exécutif a présenté son projet en conseil des ministres. L'adoption définitive du PLF 2022 devrait intervenir au plus tard dans le courant du mois de décembre 2021.

Le PLF 2022 est présenté comme une continuité du budget 2021, à travers la « poursuite de la mise en œuvre du plan de relance ». Il ne prévoit pas de bouleversement majeur pour les collectivités mais procède à quelques évolutions sur le front des finances locales :

- Abondement d'une enveloppe supplémentaire de 350 millions d'euros de Dotation de Soutien à l'Investissement Local
- Fin des contrats de Cahors, qui étaient signés entre l'Etat et les grandes collectivités afin d'encadrer l'évolution de leurs dépenses de fonctionnement.
- Abandon de la réforme des Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER)
- Stabilisation de l'enveloppe de Dotation Globale de Fonctionnement

En 2021, dans la continuité de 2020, le déficit public s'établirait à - 8,4 % du PIB (contre 6,7 % initialement prévus par le Gouvernement. Pour 2022, les prévisions de croissance du Gouvernement (de l'ordre de 4 %) permettraient une réduction du déficit public de l'ordre de 3,5 % du PIB, pour s'établir à - 4,8 % du PIB.

Le poids de la dépense publique (hors crédits d'impôts), après avoir atteint 60,8% du PIB en 2020, baisserait très légèrement en 2021 à 59,9% en raison de la mobilisation toujours forte des finances publiques pour continuer de répondre à la crise. Le niveau de dépense publique diminuerait en 2022, à 55,6% du PIB.

L'évolution des dépenses de l'Etat du PLF 2022 serait marquée par une normalisation après le contexte de crise sanitaire et économique des deux derniers exercices budgétaires.

Les dépenses pilotables de l'Etat s'élèvent ainsi dans le projet de loi à 302,1 Md€ en format constant 2021, soit une hausse par rapport à la loi de finances initiale pour 2021 de +11,8 Md€ avec les appels en garantie et de +10,9Md€ hors appels en garanties.

L'endettement public décroîtrait pour atteindre 115,6 % du PIB en 2021 grâce au redressement de l'activité. Pour 2022, le ratio d'endettement baisserait pour atteindre 114,0 % du PIB.

Synthèse des prévisions gouvernementales :

En milliards d'euros, comptabilité nationale	Exé- cution 2017	Exé- cution 2018	Exé- cution 2019	Exé- cution 2020	Révisé 2021	Prévi- sion 2022
Solde des administrations publiques (en % de PIB)	-3,0	-2,3	-2,2*	-9,1	-8,4	-4,8
<i>dont État</i>	-3,1	-2,8	-3,5	-7,8	-6,7	-5,0
<i>dont organismes divers d'administration centrale (ODAC)</i>	-0,2	-0,1	-0,1	1,0	-0,1	0,3
<i>dont administrations publiques locales (APUL)</i>	0,1	0,1	0,0	-0,2	-0,2	-0,1
<i>dont administrations de sécurité sociale (ASSO)</i>	0,2	0,5	0,6	-2,1	-1,4	0,0
<i>Pour mémoire : effet de la transformation du CICE en allègements pérennes de cotisations sociales</i>			-0,9			
Solde structurel des administrations publiques (en % du PIB potentiel)	-2,4	-2,3	-2,5	-1,3	-5,8	-3,7
Ajustement structurel	0,3	0,2	-0,2	1,2	-4,5	2,1
Dettes publiques (en % de PIB)	98,1	97,8	97,5	115,0	115,6	114,0
Taux de prélèvements obligatoires nets des crédits d'impôt (en % de PIB)	45,1	44,7	43,8	44,5	43,7	43,5
Dépenses publiques hors crédits d'impôt** (% de PIB)	55,1	54,0	53,8	60,8	59,9	55,6
Taux de croissance des dépenses publiques** (en volume)	1,5	-0,9	1,9	6,6	3,4	-3,5
<i>... retraité de la création de France compétences en 2019 et des mesures d'urgence et de relance en 2020 et 2021</i>	1,5	-0,9	1,4	1,2	2,1	0,8
IPC hors tabac (%)	1,0	1,6	0,9	0,2	1,4	1,5
Croissance du PIB en volume (%)**	2,3	1,9	1,8	-7,9	6,0	4,0

* Hors effet de la suppression du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.
 ** Données brutes (non CJO) pour les années 2017 à 2020.

Evolution des prélèvements obligatoires :

Les prélèvements obligatoires continuent de baisser, avec une réduction prévue de 50 Md€ en 2022, pour moitié en faveur des ménages et pour moitié en faveur des entreprises.

L'objectif affirmé du Gouvernement est à la fois de favoriser l'emploi et le pouvoir d'achat en augmentant le revenu des bas salaires et de soutenir la compétitivité et l'investissement des entreprises.

Entre 2017 et 2022, les principales mesures fiscales concernant les ménages incluent une réduction des prélèvements obligatoires de 26 Md€, avec notamment la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (15,7 Md€ sur le quinquennat et 18,5 Md€ d'ici 2023, lorsque la suppression sera complète), l'allègement du barème de l'impôt sur le revenu (5,4 Md€), la baisse des cotisations salariales en faveur des actifs, la suppression des charges sur les heures supplémentaires.

Concernant les entreprises, les principales mesures fiscales du quinquennat entre 2017 et 2022 représentent une baisse des prélèvements obligatoires de 26 Md€. Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est passé de 33,3 % en 2017 à 26,5 % en 2021 (27,5 % pour les grandes entreprises) et atteindra

25 % en 2022 pour toutes les entreprises. Cette baisse du taux d'IS représente 11 Md€ sur le quinquennat. De plus, les impôts de production ont été diminués de 10 Md€ à partir de 2021 dans le cadre du plan de relance.

Le taux de prélèvements obligatoires, après s'être établi à 44,5 % du PIB en 2020, diminuerait à 43,7 % en 2021 puis de nouveau à 43,5 % en 2022.

Les indicateurs relatifs aux Collectivités territoriales

Après la réforme de la fiscalité locale et la suppression progressive de la taxe d'habitation, l'année 2022 devrait connaître une relative stabilisation s'agissant des finances locales.

Des dotations stabilisées

Comme l'an passé, la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal et des départements est annoncée stable à 26,8 Md€, tout comme la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) pour le volet investissement.

Les montants des dotations de soutien à l'investissement local accrus dans le cadre du Plan de relance.

Concernant les dotations de fonctionnement, les ventilations entre Collectivités et la progression de la péréquation génèrent en revanche des évolutions sensibles pour certaines collectivités, même si l'enveloppe globale est figée. L'Association des Maires de France rappelle que « *le gel des dotations signifie un recul du pouvoir d'achat des Communes de 600 millions d'Euros, si on tient compte de l'inflation et de la hausse démographique. [...] Les variables d'ajustement de ces dotations conduiront encore 18 000 communes et intercommunalités à voir leurs dotations diminuer* ».

La péréquation verticale permet à l'État d'utiliser ses versements pour contribuer à réduire les inégalités entre Collectivités. La part des dotations de péréquation augmentera à nouveau au sein de la DGF et risque d'induire un nouvel impact pour le budget communal 2022.

L'achèvement de la suppression de la taxe d'habitation

La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est effective depuis 2020 pour 80% des contribuables. Cette réforme se poursuit en 2022 pour les 20% de ménages les plus aisés. Ainsi, l'an prochain, ces ménages profiteront d'un 2^e dégrèvement de 30% (après celui de 2021), jusqu'à l'exonération totale à l'automne 2023.

Afin de compenser cette perte de recettes, l'Etat a instauré un dispositif complexe qui entre pleinement en vigueur en 2021, par transfert aux Communes de la part de taxe sur le foncier bâti précédemment perçue par les Départements.

L'autonomie fiscale des Communes (et Départements) recule ainsi par le truchement de cette réforme. Le Conseil municipal ne dispose désormais d'un pouvoir de taux que sur la seule taxe foncière.

DEUXIEME PARTIE – ANALYSE RETROSPECTIVE ET SITUATION DE LA COMMUNE DE TRESSES

Les équilibres du budget communal

Le budget est l'acte juridique qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses.

La structure d'un budget comporte deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement, qui se composent chacune d'une colonne dépenses et d'une colonne recettes. À l'intérieur de chaque colonne, il existe des chapitres, qui correspondent à chaque type de dépenses ou de recettes, ces chapitres étant eux-mêmes divisés en articles.

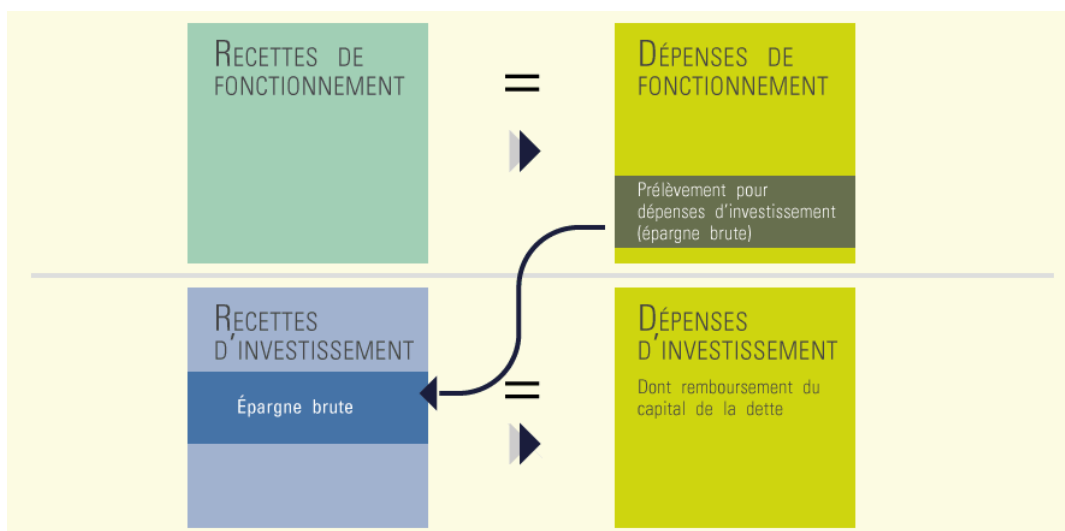
La section de fonctionnement regroupe :

- Toutes les dépenses nécessaires au fonctionnement de la Collectivité (charges à caractère général, de personnel, de gestion courante, regroupements intercommunaux, intérêts de la dette, dotations aux amortissements, provisions...);
- Toutes les recettes que la Collectivité peut percevoir des transferts de charges, de prestations de services, des loyers, des dotations de l'État, des impôts et taxes et, éventuellement, des reprises sur provisions et amortissements que la Collectivité a pu effectuer.

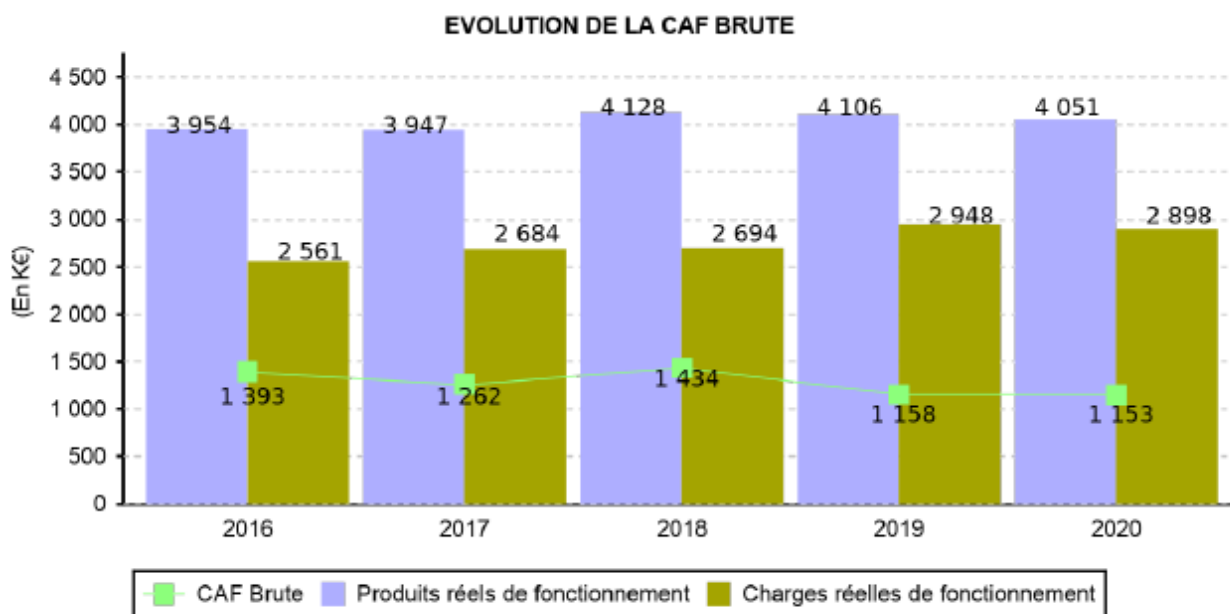
La différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement permet, en cas de gestion vertueuse et excédentaire, de dégager une capacité d'autofinancement des investissements (CAF), également appelée épargne brute.

La section d'investissement comporte :

- En dépenses : le remboursement de la dette et les dépenses d'équipement de la Collectivité ;
- En recettes : les éventuels emprunts, les dotations et subventions de l'État. On y trouve aussi une recette d'un genre particulier, l'autofinancement, qui correspond en réalité au solde excédentaire de la section de fonctionnement (la CAF ou épargne brute).



Au dernier compte administratif (2020), conformément à cette mécanique budgétaire, la CAF brute dégagée par le budget principal s'élève à 1 153 000 €. Cela représente pour Tresses une capacité d'autofinancement de 247 € par habitant, là où la moyenne des communes girondines de notre strate (3 500 à 10 000 habitants) est de 201 € par habitant.



Un désengagement progressif de l'Etat

Depuis 2013, les Collectivités sont mises à contribution dans le cadre du redressement des comptes publics. Cette volonté gouvernementale se traduit cumulativement par des transferts de charges ou des obligations nouvelles non compensés financièrement, ainsi que par une déflation progressive des dotations financières versées aux Collectivités.

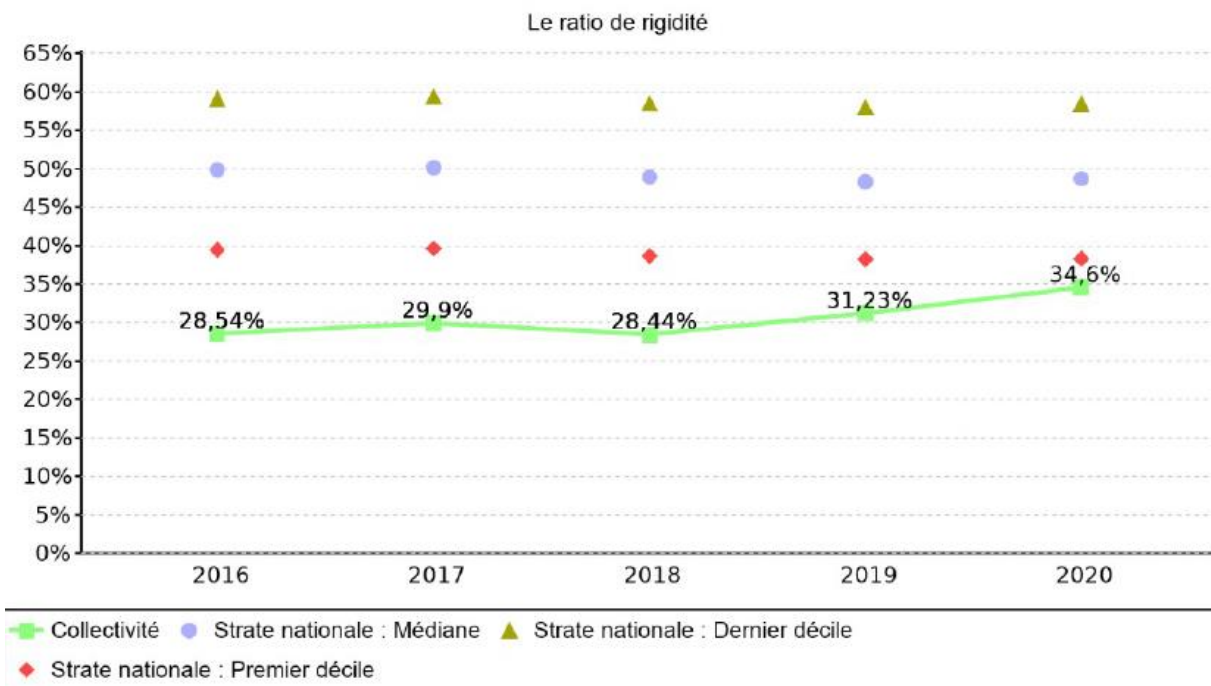
La DGF est la principale dotation des Communes. Pour Tresses, en 2021, elle s'est stabilisée par rapport à 2020 pour s'établir à 223 737 €. Elle était pour mémoire de 471 093 € en 2012, avant que l'Etat n'initie les prélèvements sur cette enveloppe dédiée aux Collectivités. Pour Tresses cela représente une perte de recettes de 247 356 € sur la période. Rapportée en € par habitant, la DGF représentait 113,50 € en 2012, contre moins de 46 € aujourd'hui, soit un recul de 59,6 %.

D'autres dotations viennent compléter le « panier » des relations financières entre l'Etat et les Collectivités. Il s'agit notamment, pour Tresses, de la Dotation nationale de péréquation (DNP), de la Dotation de solidarité Rurale (DSR), du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) ou du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FNPIC). Toutes ces enveloppes connaissent la même tendance déflationniste que la DGF. Entre 2012 et 2021, la Commune a ainsi vu l'ensemble de ses dotations minorées de 327 672 €, soit un recul en € par habitant de 62 % (de 142 € en 2012 à 53 € par habitant en 2021).

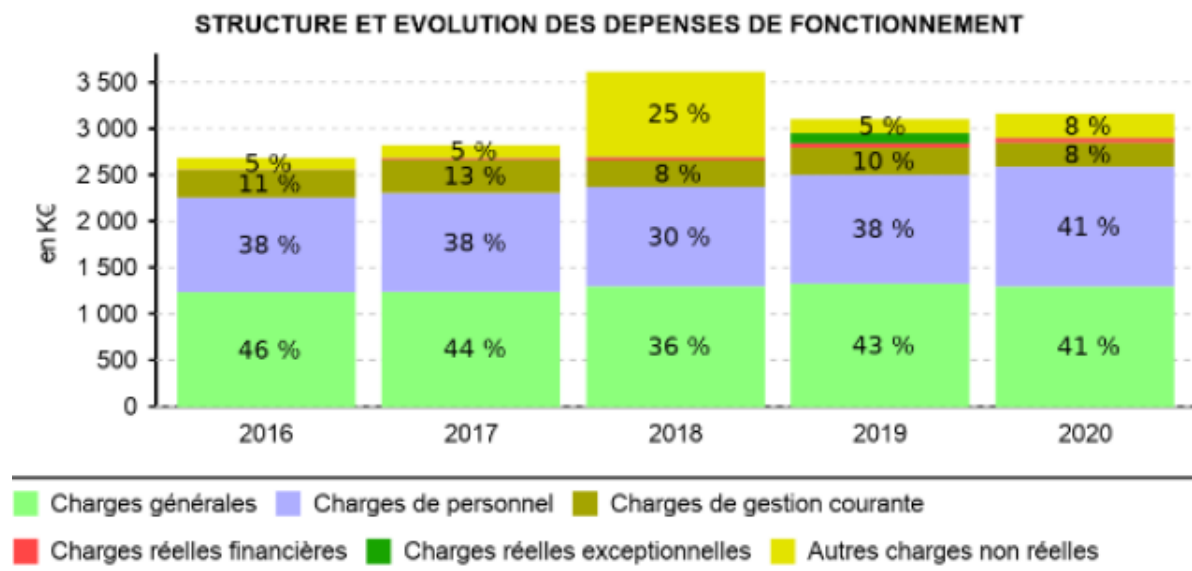
Un effort de gestion continu

Le contexte financier des Collectivités oblige ainsi à la prudence et à la rigueur de gestion. La Commune de Tresses s'astreint à ces principes depuis de nombreuses années. Le contrôle, constant dans le temps, des frais généraux directement maîtrisables permet à la Commune de conserver des marges de gestion en dépit du désengagement de l'Etat.

Pour illustration, la Commune ne consacrait en 2020 que 34,6 % de ses recettes pour faire face à ses dépenses incompressibles. Cet indicateur place la Commune parmi les bons élèves, car seules 10 % des Communes françaises de la strate présentent un ratio de rigidité inférieure à 40 %.



Ces marges de gestion résultent d'une rigueur maintenue constante sur les charges de fonctionnement. Le contrôle de gestion, la recherche d'efficacité de la dépense, la mise en concurrence systématique des achats conclus par la Collectivité concourent à la réalisation de cet objectif. Certains investissements permettent également de réduire les coûts de fonctionnement. Tel est par exemple le cas des travaux de rénovation et d'isolation des bâtiments ou du renouvellement de l'éclairage public.



Il convient enfin de noter que l'effectif des agents communaux est maîtrisé et que les charges de personnel sont strictement tenues à Tresses. Comparativement aux services rendus, la productivité des équipes d'agents publics s'avère par conséquent importante. La Commune de Tresses présente un ratio de 7,1 agents « équivalent temps plein » (EQTP) pour 1 000 habitants. La moyenne nationale des communes de 3 500 à 5 000 habitants s'établissait en 2020 à 12,4 EQTP pour 1 000 habitants.

Naturellement, ces données brutes sont à confronter aux modes de gestion des services publics. Tresses fait intervenir des prestataires spécialisés pour, notamment, l'entretien des espaces verts et de la voirie, la maintenance des bâtiments ou la restauration scolaire, en complément de l'action en régie des agents municipaux.

REPERES

2020 En €/hab	Commune	Montant en € par hab pour la strate de référence		
		Département	Région	National
Charges générales	278	249	234	232
Charges de personnel	277	443	447	447
Charges de gestion courante	56	85	88	105
Charges réelles financières	9	23	21	20
Charges réelles exceptionnelles	1	3	4	11

Des marges de manœuvre recherchées sans recours à la hausse de fiscalité

La maîtrise des dépenses de fonctionnement est couplée à une relative dynamique des recettes dans la durée.

Les recettes nouvelles sont recherchées, par exemple, au travers d'une meilleure couverture assurance (indemnisations en hausse) ou de la perception de redevances sur les opérateurs de réseaux.

Il convient de noter que les marges de manœuvre n'ont pas été recherchées, conformément à l'engagement de la majorité municipale, au travers des taux communaux d'imposition, qui demeurent stables depuis 2011. La croissance des produits fiscaux résulte par conséquent de la seule progression des bases nominales (décidées par l'Etat) et des bases physiques (constructions nouvelles).

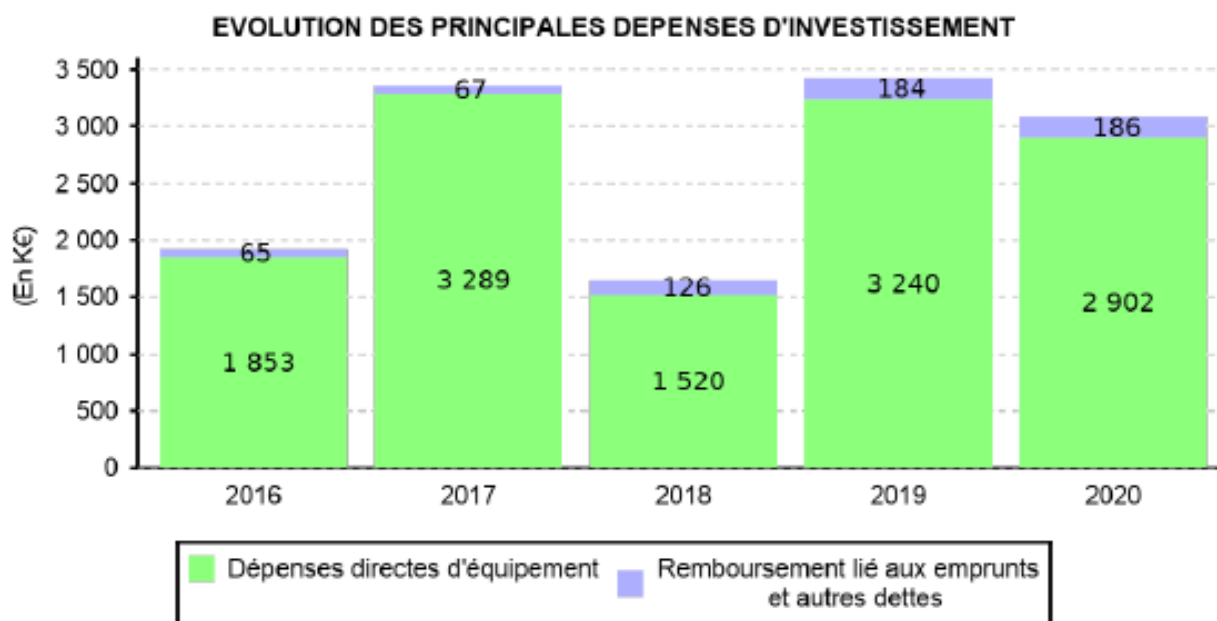
Cette gestion rigoureuse de la section de fonctionnement permet chaque année à la Commune de définir et de financer des actions prioritaires.

En 2021, un effort budgétaire a par exemple été maintenu sur l'entretien des bâtiments et des espaces publics ou les outils de travail des personnels. La programmation culturelle et l'éducation artistique des enfants des écoles a pu se développer. La Commune a également pu faire face aux conséquences des inondations de Juin 2021 sur ses bâtiments et voiries, notamment grâce au fonds de roulement qu'elle avait préservé des exercices antérieurs.

Ces dépenses nouvelles ont pu être financées tout en maintenant le niveau des autres engagements financiers, comme par exemple les subventions versées aux associations, les dépenses de fonctionnement des écoles ou le niveau de service rendu aux habitants.

Un rythme pluriannuel d'investissement qui reste soutenu

L'excédent dégagé par la section de fonctionnement permet chaque année la réalisation d'un programme d'investissement volontariste, et particulièrement en 2019 et 2020.



L'exercice budgétaire 2021 sous l'influence de la crise sanitaire et des inondations

L'exécution budgétaire de l'exercice 2021 a continué d'être fortement impactée par les conséquences de la crise sanitaire. Budgétairement, la crise sanitaire continue de modifier les grandes masses des équilibres initialement arrêtés par le Conseil municipal.

Cela concerne en particulier les besoins en personnel, car des renforts sont nécessaires pour assurer le respect des protocoles dans l'ensemble des équipements (désinfection quotidienne des locaux scolaires et associatifs). Des achats de fournitures d'hygiène et de propreté, de masques ou de prestations informatiques représentent également une charge conjoncturelle.

A ces charges directes s'ajoute une charge indirecte, plus importante encore, liée à la forte perturbation de l'activité des services publics municipaux depuis le début de l'année 2020. Si cette perturbation de l'activité n'a pas de traduction budgétaire directe, elle pèse toujours sur le plan de charge des agents municipaux. Les services doivent en effet assumer des missions directement générées par la crise ; cela prend, pour exemple, la forme d'adaptations multiples de procédures et protocoles (écoles, vie associative, marché de plein vent, conseils municipaux...), de management de la crise par tous les responsables de services, de reports et de réorganisations successives (programmation culturelle, restauration scolaire, médiathèque...), d'assistance aux personnes les plus vulnérables, d'information de la population, de gestion logistique par les services techniques, de production d'actes juridiques (avenants de marchés publics, arrêtés municipaux, gestion administrative du personnel...), etc...

Les nombreuses missions immédiates rendues nécessaires par la crise sanitaire ont été partiellement menées au détriment d'autres, de moyen ou long terme. Le service public communal est donc depuis plusieurs mois mobilisé par le défi du « rattrapage ».

Aux côtés de cette crise sanitaire, la Commune a subi un épisode d'inondations suite aux pluies cataclysmiques des 17 et 19 juin 2021. Plus encore que pour le COVID, la gestion de cette crise a généré des imprévus budgétaires. Le recensement est toujours en cours mais les moyens budgétaires à mobiliser pour effacer l'ensemble des traces de ce sinistre s'élèvent à plusieurs centaines de milliers d'euros. Naturellement, les assurances viendront ensuite rembourser une partie des avances réalisées par la Commune. Concomitamment, les élus ont décidé de revoir en profondeur le projet initialement envisagé pour la réhabilitation de l'école maternelle. Les crédits de travaux (qui devaient débiter à l'automne 2021) ne seront donc pas mobilisés sur l'exercice 2021.

*Le Maire de TRESSES,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir
devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication.*

Envoyé en préfecture le 19/11/2021
Reçu en préfecture le 19/11/2021
Affiché le 
ID : 033-213305352-20211115-DEL2021_86-DE

D'un point de vue opérationnel, toute l'énergie des élus et des services a depuis le mois de juin été consacrée à la réouverture des écoles, concrétisée en septembre dernier. L'avancement d'autres projets a par conséquent dû être différé.

En tout état de cause, le contexte imposera une obligation de prudence dans les prévisions budgétaires pour 2022.

TROISIEME PARTIE – NIVEAU D'EXECUTION DES BUDGETS COMMUNAUX, EXERCICE 2020 :

L'état de consommation des crédits du budget principal au 31/10/2021 (soit 83 % de l'année)

Section de fonctionnement :

Recettes de fonctionnement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
002 - Résultat de fonctionnement reporté	1 124 686,58	1 124 686,58	100,0%
013 - Atténuations de charges	2 400,00	9 058,89	377,5%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 060,61	972,00	13,8%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	320 530,00	243 673,55	76,0%
73 - Impôts et taxes	3 474 230,45	2 607 459,57	75,1%
74 - Dotations, subventions et participations	376 873,00	420 857,00	111,7%
75 - Autres produits de gestion courante	80 000,00	72 751,23	90,9%
76 - Produits financiers	7,00	0,00	0,0%
77 - Produits exceptionnels	67 000,00	76 327,17	113,9%
Total général	5 452 787,64	4 555 785,99	83,5%

Dépenses de fonctionnement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
011 – Charges à caractère général	1 613 400,00	1 431 669,07	88,7%
012 – Charges de personnel et frais assimilés	1 375 300,00	1 126 681,69	81,9%
014 – Atténuations de produits	97 000,00	9 219,00	9,5%
022 – Dépenses imprévues (fonctionnement)	80 000,00	0,00	0,0%
023 – Virement à la section d'investissement	1 791 193,76	0,00	0,0%
042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections	150 000,00	143 505,34	95,7%
65 – Autres charges de gestion courante	288 650,00	226 305,00	78,4%
66 – Charges financières	52 443,88	30 242,30	57,7%
67 – Charges exceptionnelles	4 800,00	676,78	14,1%
Total général	5 452 787,64	2 968 299,18	54,4%

Le Maire de TRESSES,
 Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
 Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir
 devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
 de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication.

Envoyé en préfecture le 19/11/2021
 Reçu en préfecture le 19/11/2021
 Affiché le 
 ID : 033-213305352-20211115-DEL2021_86-DE

Section d'investissement :

Recettes d'investissement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté	2 743 138,34	2 743 138,34	100,0%
021 - Virement de la section de fonctionnement	1 791 193,76	0,00	0,0%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	150 000,00	143 505,34	95,7%
10 - Dotations, fonds divers et réserves	600 000,00	233 898,87	39,0%
13 - Subventions d'investissement	1 109 867,16	1 859 847,16	167,6%
16 - Emprunts et dettes assimilées	300 000,00	0,00	0,0%
4542 - Travaux effectués d'office pour le compte de tiers	8 000,00	0,00	0,0%
Total général	6 702 199,26	4 980 389,71	74,3%

Dépenses d'investissement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
020 - Dépenses imprévues (investissement)	147 207,30	0,00	0,0%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 060,61	972,00	13,8%
16 - Emprunts et dettes assimilées	276 500,00	220 857,07	79,9%
20 - Immobilisations incorporelles	128 241,96	87 892,85	68,5%
204 - Subventions d'équipement versées	145 091,36	76 121,10	52,5%
21 - Immobilisations corporelles	1 116 458,31	790 547,85	70,8%
23 - Immobilisations en cours	4 872 639,72	1 321 335,48	27,1%
27 - Autres immobilisations financières	1 000,00	0,00	0,0%
4541 - Travaux effectués d'office pour le compte de tiers	8 000,00	0,00	0,0%
Total général	6 702 199,26	2 497 726,35	37,3%

L'état de consommation des crédits du budget annexe ASSAINISSEMENT au 31/10/2021 (soit 83 % de l'année)

Section d'exploitation :

Recettes d'exploitation par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
002 - Résultat d'exploitation reporté	713 502,29	713 502,29	100,0%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	6 600,00	6 499,28	98,5%
70 - Ventes de produits, prestat° de services, marchandises	340 000,00	218 308,41	64,2%
74 - Subventions d'exploitation	7 920,00	7 920,00	100,0%
75 - Autres produits de gestion courante	0,00	0,54	-
Total général	1 068 022,29	946 230,52	88,6%

Dépenses d'exploitation par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
011 - Charges à caractère général	75 000,00	38 325,00	51,1%
022 - Dépenses imprévues (exploitation)	18 000,00	0,00	0,0%
023 - Virement à la section d'investissement	702 438,28	0,00	0,0%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	104 000,00	103 403,01	99,4%
65 - Autres charges de gestion courante	160 000,00	103 324,54	64,6%
66 - Charges financières	5 084,01	730,68	14,4%
67 - Charges exceptionnelles	3 500,00	0,00	0,0%
Total général	1 068 022,29	245 783,23	23,0%

Section d'investissement :

Recettes d'investissement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté	141 787,73	141 787,73	100,0%
021 - Virement de la section d'exploitation	702 438,28	0,00	0,0%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	104 000,00	103 403,01	99,4%
Total général	948 226,01	245 190,74	25,9%

Dépenses d'investissement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
020 - Dépenses imprévues (investissement)	8 500,00	0,00	0,0%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	6 600,00	6 499,28	98,5%
16 - Emprunts et dettes assimilées	28 500,00	28 478,82	99,9%
23 - Immobilisations en cours	904 626,01	24 532,20	2,7%
Total général	948 226,01	59 510,30	6,3%

L'état de consommation des crédits du budget annexe TRANSPORTS 31/10/2021 (soit 83 % de l'année)

Section de fonctionnement :

Recettes de fonctionnement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
002 - Résultat d'exploitation reporté	50 782,41	50 782,41	100,0%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	3 707,60	3 707,60	100,0%
70 - Ventes de produits, prestat° de services, marchandises	1 000,00	0,00	0,0%
74 - Subventions d'exploitation	5 000,00	12 503,16	250,1%
Total général	60 490,01	66 993,17	110,8%

Dépenses de fonctionnement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
011 - Charges à caractère général	13 792,40	8 841,67	64,1%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	30 000,00	0,00	0,0%
023 - Virement à la section d'investissement	3 707,60	0,00	0,0%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section	3 707,60	3 707,60	100,0%
65 - Autres charges de gestion courante	8 782,41	342,00	3,9%
67 - Charges exceptionnelles	500,00	0,00	0,0%
Total général	60 490,01	12 891,27	21,3%

Section d'investissement :

Recettes d'investissement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
021 - Virement de la section d'exploitation	3 707,60	0	0%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre section	3 707,60	3 707,60	100%
Total général	7 415,20	3 707,60	50%

Dépenses d'investissement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
040 - Opérations d'ordre de transfert entre section	3 707,60	3 707,60	100%
21 - Immobilisations corporelles	3 707,60	0,00	0%
Total général	7 415,20	3 707,60	50%

L'état de consommation des crédits du budget annexe LOGEMENTS au 31/10/2021 (soit 83 % de l'année)

Section de fonctionnement :

Recettes de fonctionnement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
002 - Excédent de fonctionnement reporté	1 370,30	1 370,30	100,0%
74 - Dotations, subventions et participations	16 000,00	0,00	0,0%
Total général	17 370,30	1 370,30	7,9%

Dépenses de fonctionnement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
011 - Charges à caractère général	1 500,00	0,00	0,0%
023 - Virement à la section d'investissement	12 773,53	0,00	0,0%
65 - Autres charges de gestion courante	0,00	0,75	-
66 - Charges financières	3 096,77	411,56	13,3%
Total général	17 370,30	412,31	2,4%

Section d'investissement :

Recettes d'investissement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
001 - Solde d'investissement reporté	12 773,53	0,00	0,0%
13 - Subventions d'investissement	127 234,00	323 417,93	254,2%
16 - Emprunts et dettes assimilées	300 000,00	0,00	0,0%
Total général	440 007,53	323 417,93	73,5%

Dépenses d'investissement par chapitre	Total Prévu	Réalisé	% Réalisé
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté	11 243,79	11 243,79	100,0%
16 - Emprunts et dettes assimilées	12 500,00	12 479,18	99,8%
23 - Immobilisations en cours	416 263,74	32 663,20	7,8%
Total général	440 007,53	56 386,17	12,8%

QUATRIEME PARTIE – LES GRANDES ORIENTATIONS DES BUDGETS 2022

La Commune doit veiller à préserver ses grands équilibres, tout en assurant ses missions de service public de proximité et son rôle d'investisseur local de premier plan.

Le budget primitif 2022 devra donc concrétiser ces objectifs. Il sera à nouveau équilibré sans hausse de la fiscalité et en préservant les capacités futures de la Collectivité, tout en intégrant les variables nationales et le contexte particulier des besoins communaux.

Les recettes envisagées pour 2022

En Fonctionnement

Les recettes de dotations et de péréquation devraient stagner en 2022, compte-tenu des orientations nationales détaillées ci-avant.

L'attribution de compensation communautaire devrait rester stable en 2022.

Les recettes fiscales progresseront du seul fait de la croissance des bases car le Conseil souhaite maintenir stables les taux communaux pour la 12^e année consécutive.

La taxe locale sur la consommation finale d'électricité (TCFE) a perdu son caractère local, au nom de la conformité avec les directives européennes d'harmonisation de tarifs. Cette taxe est désormais reversée par l'Etat par quote-part aux bénéficiaires locaux (dont la Commune). Ne disposant plus de visibilité sur cette recette particulière, une prévision prudente s'imposera sur ce poste.

Des recettes exceptionnelles seront enregistrées du fait des assurances, consécutivement aux inondations de juin 2021. Là aussi, le sinistre n'étant pas encore réglé administrativement avec les assureurs, une prévision prudente s'imposera.

Les autres recettes devraient se situer à des niveaux comparables aux années précédentes, qu'il s'agisse du produit des services, de la taxe sur les pylônes, de la taxe locale sur la publicité extérieure ou des loyers générés par le patrimoine communal.

En Investissement

Le financement des opérations d'investissement sera prioritairement recherché au travers de l'autofinancement, via une maîtrise rigoureuse des dépenses de fonctionnement.

La recherche active de subventions et financements externes sera poursuivie.

Un emprunt d'équilibre sera inscrit au budget primitif pour faire face au besoin de financement de la section d'investissement.

Les priorités d'action de l'exercice 2022

1/ Une maîtrise responsable des charges de fonctionnement

Les marges de gestion sur les dépenses de fonctionnement sont désormais faibles, après plusieurs exercices successifs d'optimisation de l'efficacité de la dépense (remise en concurrence de contrats, pratiques économes au quotidien...).

Grâce à cette gestion rigoureuse, la section de fonctionnement permet chaque année de financer certaines prestations ponctuelles ou des dépenses récurrentes générées, soit par l'inflation du « panier du Maire », soit par des décisions municipales (par exemple, l'augmentation des dépenses d'entretien des espaces verts ou la création d'une Police municipale).

L'exercice 2022 connaîtra cette même dynamique. Il s'agira de rechercher des marges de manœuvre permettant de financer les dépenses nouvelles de l'exercice

Les crédits des chapitres 011 (charges générales) et 012 (charges de personnel) correspondent en quasi-totalité à des dépenses dont la reconduction (voire la légère augmentation) sera nécessaire au budget 2022. Leur niveau reste cependant inférieur à celui des autres Communes de même strate.

La finalité de cette maîtrise des charges de fonctionnement, à laquelle élus et agents prennent part, réside dans la volonté de concrétiser les priorités fixées, de maintenir et développer la qualité du service public communal et de dégager une importante capacité d'autofinancement des projets et investissements nouveaux (au moyen du chapitre 023 « virement à la section d'investissement »). L'enjeu est bien de préserver l'avenir et de contribuer à l'équipement de la Commune.

2/ Les écoles : une priorité tant quotidienne que budgétaire

L'effort en faveur de l'éducation et de la jeunesse sera à nouveau significatif dans le budget 2022. Après avoir différé en 2021 le projet de **réhabilitation de l'école maternelle**, le nouveau projet entrera dans sa phase opérationnelle en 2022. D'importants crédits budgétaires y seront consacrés.

Les besoins des équipes enseignantes seront également recensés dans les deux écoles, comme chaque année, afin d'accueillir les élèves dans les meilleures conditions (mobilier, aménagements intérieurs, matériel pédagogique...).

Les **crédits de fonctionnement** scolaires seront une nouvelle fois sanctuarisés et indexés sur les effectifs (fournitures, petits équipements, déplacements).

Le niveau de prestation de la **restauration scolaire écoresponsable** sera poursuivi, en maintenant les crédits correspondants.

Après deux années de croissance, **les effectifs municipaux dédiés aux deux écoles** seront stabilisés, afin d'accompagner les équipes enseignantes dans leurs missions et de mettre en œuvre les évolutions qualitatives de la pause méridienne.

La convention de SSIEG avec les Francas sera poursuivie. En plus de la gestion de l'**accueil périscolaire**, elle intègre désormais également l'animation de la pause méridienne à l'école élémentaire. Le budget annexe des **transports scolaires** sera reconduit dans les mêmes contours qu'en 2021, la Commune et la Région finançant toujours 80 % du service.

3/ Poursuivre la transition écologique et de l'aménagement durable de la Commune

Le territoire de la Commune est composé à deux tiers d'espaces naturels et agricoles, donc inconstructibles.

Le budget dédié à l'entretien des **espaces verts et naturels** ainsi qu'aux actions environnementales a été doublé, conformément à l'engagement de l'équipe municipale. Cet effort budgétaire en faveur du **cadre de vie** se concrétisera en 2022 au travers de plusieurs actions coordonnées :

- Renouveaulement du marché d'**entretien des espaces verts**, étendu à de nouveaux lotissements et espaces végétalisés, pour un traitement qualitatif renforcé de l'ensemble des secteurs de la commune (étude du passage au mulching à venir)
- Aménagement d'ombrières de **production d'électricité photovoltaïque**
- Accentuation de la gestion différenciée des **espaces naturels** (traitement écologique, tontes raisonnées, fauchages tardifs, écopâturage, broyage des végétaux, végétalisation du cimetière...)
- Aménagement d'itinéraires de découverte et de randonnée
- Aménagements complémentaires au **parc de la Séguinie**, afin d'en renforcer la fonction de poumon vert
- Poursuite du programme pluriannuel d'amélioration des voiries et trottoirs afin de sécuriser et **pacifier les déplacements et débiter les concrétisations du plan vélo intercommunal**
- Réalisation d'un **schéma directeur du réseau pluvial**
- Entretien et amélioration du patrimoine bâti communal, en particulier à des fins de meilleure **performance énergétique et poursuite de la mise en accessibilité**
- Eco-réhabilitation de la maison « Della Liberra » (**création de deux logements économes**, budget annexe Logements) et de la maison du Marronnier

4/ Bien vivre ensemble et animer la Commune

Les dépenses de solidarité devraient progresser au regard des nouveaux projets portés par le Centre communal d'action sociale. Le plan d'actions destinées aux seniors sera reconduit en 2022 et de nouvelles aides seront proposées aux familles.

L'accès de tous au logement demeure, conformément aux engagements de l'ensemble des élus du Conseil municipal, une préoccupation dans l'aménagement du territoire communal. La Commune est tenue d'atteindre l'objectif légal de 25 % de logements sociaux (à horizon 2025). Elle s'est acquittée en 2021 de 13 000 € de pénalités prévues par la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain pour les communes n'atteignant pas encore leur objectif. C'est avec cette même finalité de logement accessible à tous que le partenariat sera développé avec la résidence seniors.

La culture, le sport et la vie associative bénéficieront d'un engagement budgétaire renouvelé en 2022. La **salle du Reflet** développera une programmation culturelle riches au profit de tous les publics, et en particulier les scolaires. Ce même équipement offre également aux associations la possibilité de mener leurs activités et projets dans des conditions optimales.

Naturellement, aux côtés des nombreux rendez-vous programmés au Reflet, les **temps forts de la vie communale** seront maintenus (expositions, Culture bazAar, ateliers et animations de la médiathèque, fête locale, fête des associations, carnaval, semaine bleue...).

Les études de transformation de la salle de la Fontaine en médiathèque seront relancées, afin que ce projet puisse se concrétiser dès l'achèvement de la réhabilitation de l'école maternelle.

Le soutien aux associations demeurera au cœur du projet pour 2022, sous forme d'aides directes (subventions), d'amélioration des locaux et équipements sportifs ou de projets de développement des activités. Reportées suite aux évènements de 2021, les études de réhabilitation de la maison ADEMA seront initiées en 2022. La rénovation de la salle du Marronnier sera également financée en 2022.

CINQUIEME PARTIE – LA VISION PLURIANNUELLE

La Collectivité n'a pas mis en œuvre d'autorisations budgétaires pluriannuelles (au sens réglementaire des autorisations de programme et crédits de paiement). Chaque budget annuel prévoit et autorise par conséquent les recettes et dépenses de l'exercice concerné.

Cette programmation budgétaire annuelle est en revanche nourrie par une analyse financière prospective, réalisée avec le concours des services de Gironde Ressources.

Cette projection pluriannuelle - volontairement prudente - a été réalisée en intégrant les facteurs d'évolution identifiés à ce jour concernant la section de fonctionnement (recettes et dépenses) et en créditant un taux de subvention forfaitaire de 10 % des investissements.

Les conclusions de cette étude mettent en évidence :

- Une capacité annuelle d'investissement d'environ 2 millions d'euros.
- Des ratios de gestion préservés avec :
 - Une Capacité d'autofinancement (CAF) d'au moins 850 000 € ;
 - Un taux de CAF supérieur à 25 % ;
 - Un ratio de désendettement de 2,7 ans ;
 - Un fonds de roulement supérieur à 150 jours.

Cette étude prospective ayant été réalisée en 2018, une actualisation a été commandée à Gironde Ressources. Son rendu permettra à la Commune de disposer de la visibilité pluriannuelle à l'horizon de la fin du mandat.

SIXIEME PARTIE – STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE COMMUNALE

Les Collectivités empruntent uniquement pour financer leurs investissements de long terme. Tresses est, comparativement à la plupart des Communes, modérément endettée. Au 31 décembre 2021, l'état de la dette bancaire s'établira de la façon suivante sur les différents budgets communaux :

Budget	Prêteur	Date d'obtention	TEG	Durée (mois)	Capital emprunté	Capital restant dû	Annuité 2021
Commune	Caisse Dépôts Consignations	09/02/2015	0,59%	240	115 000,00	81 812,06	5 976,06
Commune	Caisse Dépôts Consignations	13/07/2015	1,13%	240	145 000,00	103 154,31	7 535,02
Commune	Crédit Mutuel	15/03/2017	1,23%	240	1 000 000,00	818 916,83	56 650,71
Commune	La Banque Postale	20/03/2018	1,55%	228	2 200 000,00	1 794 736,82	144 542,90
Commune	La Banque Postale	16/10/2020	0,65%	240	2 000 000,00	1 900 000,00	115 448,88
Total					5 460 000,00	4 698 620,02	330 153,57

Assainissement	Crédit Mutuel	18/12/2008	5,33%	180	260 000,00	33 253,44	19 145,68
Total					260 000,00	33 253,44	19 145,68

Logements	Caisse Dépôts Consignations	30/04/2018	2,23%	180	150 000,00	122 220,58	10 927,88
Logements	Caisse Dépôts Consignations	30/04/2018	0,00%	180	45 000,00	36 000,00	3 000,00
Total					195 000,00	158 220,58	13 927,88

Un emprunt a pris fin en 2021 sur le budget annexe de l'assainissement collectif.

Au 31 décembre 2021, le capital restant dû de l'ensemble des budgets communaux s'élèvera à 4 890 094,04 €.

La capacité de désendettement de la Commune reste maîtrisée. L'encours communal par habitant et l'encours rapporté à la capacité d'autofinancement (CAF) demeurent inférieurs à ceux de la médiane des Communes girondines de notre strate (données au 1^{er} janvier 2020) :

